

45882



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.14/667
E/CN.14/HUS/19
2 février 1977
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième session

Quatrième réunion de la Conférence des ministres

Kinshasa, 24 février - 3 mars 1977

HABITAT : CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LES ETABLISSEMENTS HUMAINS
LES DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES AU NIVEAU REGIONAL

HABITAT : CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LES ETABLISSEMENTS HUMAINS
LES DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES AU NIVEAU REGIONAL

GENERALITES

Introduction

1. Conformément à la résolution 3128(XXVIII) de l'Assemblée générale qui demandait la convocation d'une conférence des Nations Unies sur les établissements humains, une conférence s'est réunie sur ce thème à Vancouver (Canada) du 31 mai au 11 juin 1976. Elle a été précédée par des conférences préparatoires régionales et la conférence préparatoire régionale sur les établissements humains pour l'Afrique, organisée conjointement par la CEA et le secrétariat d'Habitat, a eu lieu au Caire (Egypte) du 19 au 26 juin 1975.
2. Douze documents portant sur tous les aspects des établissements humains en Afrique ^{1/} ont été soumis par la CEA à la Conférence outre une présentation audio-visuelle sur les maisons économiques en Afrique. Le secrétariat d'Habitat a tenu compte des conclusions et des recommandations de la conférence régionale lorsqu'il a établi l'ordre du jour de la conférence de Vancouver.
3. A la Conférence de l'Habitat, la CEA a distribué les documents suivants :
 - a) Etablissements humains en Afrique : le rôle de l'habitat (E/CN.14/HUS/15);
 - b) Maisons économiques en Afrique (E/CN.14/HUS/16).

La participation de l'Afrique à la Conférence d'Habitat

4. La région africaine a été représentée par 16 gouvernements au Comité préparatoire d'Habitat qui comprenait 56 membres, et était présidé par le Kenya. Il s'agissait des pays suivants : Burundi, Congo, Egypte, Empire centrafricain, Ethiopie, Gabon, Ghana, Haute-Volta, Kenya, Nigéria, Ouganda, République arabe libyenne, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Zaïre et Zambie.

RESUME DES RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE HABITAT

5. Les principales décisions de la Conférence portent sur quatre grands domaines :
 - a) La déclaration de Vancouver sur les établissements humains, 1976 ^{2/};
 - b) Les recommandations concernant les mesures à prendre à l'échelon national ^{3/};

^{1/} E/CN.14/HUS/1 à E/CN.14/HUS/12.

^{2/} Publication des Nations Unies, n° de vente F.76.IV.7 pages 2 à 12.

^{3/} Ibid, pages 13 à 110.

- c) Les programmes pour la coopération internationale 4/;
- d) L'utilisation de la documentation audio-visuelle 5/;

6. La déclaration de Vancouver exprime un engagement très ferme des gouvernements et de la communauté internationale d'améliorer la qualité de vie de tous les peuples.

7. Parmi les principales recommandations concernant les mesures à prendre à l'échelon national qui aient été décidées par la Conférence d'Habitat on peut citer les suivantes : a) que la planification et le développement des établissements et de l'environnement doivent avoir pour cadre le processus de planification économique et sociale aux niveaux national, régional et local; b) que tous les pays doivent définir d'urgence une politique nationale des établissements humains, couvrant la répartition de la population et les activités économiques et sociales connexes sur leur territoire national; c) qu'il convient de soutenir les efforts déployés par le secteur non structuré pour créer des bâtiments, des infrastructures et des services, en particulier pour les défavorisés; d) que la terre est une ressource rare, dont la gestion doit être placée sous la surveillance ou le contrôle des pouvoirs publics dans l'intérêt de la nation; e) que la participation populaire doit constituer un élément indispensable des établissements humains, en particulier aux stades de la planification, de la formulation, de l'exécution et de l'administration des stratégies et qu'elle doit influencer sur les administrations publiques à tous les niveaux lors de la prise de décisions, afin de favoriser le développement politique, social et économique des établissements humains; f) et qu'il faut qu'existent, au niveau ministériel de l'administration centrale et à d'autres niveaux appropriés de l'administration publique, des institutions chargées de formuler et d'appliquer les politiques et stratégies des établissements humains dans la perspective du développement national, régional et local.

8. En ce qui concerne la coopération internationale, sur les dix éléments figurant dans un projet de résolution, neuf ont été approuvés par la Conférence. Le dixième élément se rapportait aux liens organiques du secrétariat des établissements humains au sein du système des Nations Unies et à son emplacement géographique. Trois solutions ont été proposées à l'Assemblée générale pour qu'elle prenne une décision finale à ce sujet. Par la résolution 31/116, elle a reporté à sa trente-deuxième session la décision sur cette question.

ORGANISATION AU NIVEAU REGIONAL

Comité régional intergouvernemental

9. La Conférence d'Habitat a recommandé que les mesures prises à l'échelon régional et local portent sur les six grands secteurs suivants : les politiques et les stratégies des établissements humains; la planification des établissements humains; les institutions et la gestion; les bâtiments, infrastructures, équipements et services; la terre; et la participation populaire. Pour permettre de fixer des priorités dans le cadre de ces grands secteurs, de formuler et d'appliquer les politiques, de définir les problèmes avec indication des solutions possibles, de définir, de mettre au point et d'employer

4/ Ibid., pages 111 à 121

5/ Ibid., page 138., résolution 5.

des techniques appropriées, d'échanger des informations, y compris l'information audio-visuelle, d'aider à la mobilisation des ressources au niveau national et au niveau international, de recommander des mécanismes d'exécution à l'échelon local, d'établir des liens étroits avec les principales institutions financières à l'échelon régional et à l'échelon mondial, en particulier avec les banques régionales de développement, la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, de rester en contact constant avec l'organisme intergouvernemental mondial et enfin de coopérer avec les organismes ne faisant pas partie du système des Nations Unies, la conférence de Vancouver a recommandé notamment dans la résolution I, section IV que les commissions régionales envisagent de constituer des comités régionaux intergouvernementaux des établissements humains qui soient secondés par des services techniques appropriés. Les principales fonctions du comité régional des établissements humains sont :

a) de coordonner les activités régionales avec celles de l'organe intergouvernemental mondial et de faire rapport, par l'intermédiaire de la commission régionale appropriée, à l'organe intergouvernemental mondial, où il est recommandé que le comité régional soit représenté à cette fin par les membres de son bureau de rang le plus élevé siégeant *ès qualité*;

b) d'assumer la responsabilité de l'élaboration et de l'approbation des politiques et des programmes régionaux financés à l'aide du budget ordinaire et par le PNUD, le PNUE, la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains et à l'aide d'autres ressources extra-budgétaires;

c) de fournir les directives nécessaires pour que les institutions régionales africaines servent à la formation et à la recherche dans le domaine des établissements humains.

Dispositions concernant le secrétariat à l'échelon régional

10. La Conférence d'Habitat a recommandé d'établir dans le courant de 1977 un service des établissements humains au sein du secrétariat de chaque commission régionale. Elle a recommandé également que :

a) ce service soit placé sous la direction d'un chef de service administratif et doté des ressources nécessaires à son fonctionnement (ressources en personnel interdisciplinaire et autres);

b) les postes et les ressources budgétaires affectés au service régional soient obtenus en partie par utilisation des possibilités qu'offrent les ressources budgétaires ordinaires et en partie par prélèvement sur les effectifs globaux du secrétariat central.

Fonctions du service des établissements humains dans la commission régionale

a) Assurer les services de secrétariat de l'organe intergouvernemental régional décrit plus haut;

b) formuler et exécuter des programmes et des projets régionaux et sous-régionaux, sous la direction de la commission régionale;

c) aider les gouvernements de la région, sur leur demande, à formuler des propositions de projets en vue de faciliter l'application des recommandations d'Habitat au sujet des mesures à prendre à l'échelon national et d'encourager un examen favorable des demandes d'aide par les institutions et organisations bilatérales et multilatérales appropriées;

d) d'établir sur le plan régional et sur le plan mondial, des liens de travail étroits avec les principales institutions financières et avec les institutions spécialisées et les autres organismes du système des Nations Unies et extérieurs à ce système;

e) d'encourager la diffusion de renseignements sur les divers aspects des établissements humains dans le cadre de ses efforts pour faciliter l'échange de renseignements et pour stimuler la coopération dans le domaine des établissements humains entre les gouvernements de la région;

f) de faire rapport périodiquement au comité régional des établissements humains sur les progrès réalisés dans l'exécution du programme d'activités.

LES INCIDENCES DE LA CONFERENCE HABITAT SUR LA CEA

11. La Conférence Habitat a souligné la nécessité d'utiliser les capacités régionales actuelles et existant en puissance. La CEA comprend déjà un service technique qui s'occupe des établissements humains dans la région, mais si l'on veut qu'il puisse s'acquitter efficacement des responsabilités accrues découlant de la Conférence Habitat, il faut qu'il dispose de ressources financières et humaines supplémentaires.

RECOMMANDATIONS A LA CONFERENCE DES MINISTRES CONCERNANT LES MESURES A PRENDRE

12. Il est suggéré que la Conférence des ministres envisage :

a) d'approuver les recommandations d'Habitat au sujet du renforcement des commissions régionales dans le domaine des établissements humains et en particulier celles qui concernent l'établissement d'un comité régional intergouvernemental des établissements humains et d'un service efficace au sein du secrétariat de la Commission et leurs mandat et fonctions respectifs;

b) d'autoriser le Secrétaire exécutif de la CEA à accueillir le comité régional intergouvernemental des établissements humains et le service qui le seconde, dans le cadre de la restructuration de la Commission;

c) de débaptiser la section de l'habitation, de la construction et de la planification physique, qui deviendrait le Service des établissements humains et de décider que les ressources humaines actuelles de cette section constitueront le noyau du personnel du service des établissements humains;

d) de mettre à la disposition de la Commission le complément de ressources financières et humaines nécessaire pour lui permettre d'exécuter le programme de travail et d'appliquer les priorités fixées par le comité régional des établissements humains.